



Conseil économique et social

Distr. générale
30 octobre 2001
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2001

14-25 janvier 2002

Rapport spécial présenté par Freedom House

Note du Secrétaire général

Additif

I. Rappel des faits

1. Pendant la première partie de sa session de 2000, le Comité a été saisi d'une plainte déposée par la délégation chinoise concernant Freedom House, au motif que cette organisation avait invité des éléments hostiles à la Chine à tenir une réunion dirigée contre le Gouvernement chinois, et qu'elle avait demandé et obtenu que l'Organisation des Nations Unies lui fournisse les services d'interprétation pour cette réunion. Freedom House a été priée de présenter au Comité, lors de sa session de juin 2000, un rapport spécial sur ses activités.

2. Pendant la deuxième partie de sa session de 2000, le Comité a été saisi d'un rapport spécial établi par Freedom House et d'une lettre dans laquelle l'organisation non gouvernementale expliquait l'incident auquel la Chine faisait référence dans sa plainte. Il a également entendu le représentant de l'organisation s'exprimer à ce sujet. Par ailleurs, plusieurs délégations ont demandé des éclaircissements sur les activités de Freedom House, sa structure, ses mécanismes décisionnels, ses liens avec le Gouvernement des États-Unis et son financement. Le Comité a reporté l'examen de la plainte à la reprise de sa session de 2000 en attendant la réponse de l'organisation aux questions qu'il lui avait posées.

3. À la reprise de sa session de 2000, le Comité a été saisi de deux lettres relatives à l'incident en question, l'une émanant du secrétariat de la Commission des droits de l'homme et l'autre de Freedom House, ainsi que de la réponse de cette dernière aux questions qu'il lui avait posées. Un certain nombre de délégations ont soulevé de nouvelles questions au sujet des activités de Freedom House, déclarant que cette organisation se livrait à des agissements politiques dirigés contre des États Membres (voir E/2001/8). Le Comité a décidé de différer l'examen du statut de Freedom House en attendant le rapport spécial demandé au sujet du rôle et des



activités de l'organisation à Cuba et les réponses aux questions posées par les membres du Comité.

4. À sa session de 2001, le Comité a été saisi d'un rapport spécial présenté par Freedom House (E/C.2/2001/3). Ce rapport comprenait une introduction générale et des réponses à des questions spécifiques posées par des membres du Comité. Une délégation a indiqué que le rapport ne lui donnait pas satisfaction, car il n'était pas conforme aux procédures et pratiques du Comité, et a demandé que l'organisation soit priée d'établir un rapport spécial détaillé. Le Comité a décidé de prier l'organisation Freedom House de lui soumettre, à la reprise de sa session de 2001, un rapport spécial détaillé sur ses activités en rapport avec Cuba, particulièrement ses activités à l'intérieur du pays, y compris celles des personnes envoyées à Cuba par l'organisation. Le rapport devrait aussi préciser quels critères l'organisation appliquait pour désigner et accréditer ses représentants aux séances des organes subsidiaires du Conseil économique et social (voir E/2001/86).

5. La Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a transmis la demande de rapport à Freedom House. Dans une lettre datée du 9 octobre 2001, l'organisation a fait parvenir à la Section le rapport spécial dont le texte est reproduit ci-après.

II. Rapport spécial présenté par Freedom House

Introduction

Freedom House a été fondée en 1941 par un comité composé d'éminents citoyens américains profondément préoccupés par la menace grandissante du fascisme dans le monde. Freedom House a adopté d'emblée une attitude de rigoureuse neutralité. Les deux personnalités les plus en vue associées à la fondation de l'organisation étaient un républicain de renom, Wendell Willkie, adversaire de Franklin D. Roosevelt aux élections présidentielles de 1940, et une démocrate célèbre, Eleanor Roosevelt, épouse du Président. L'organisation avait dès sa création pour mission de promouvoir les droits de l'homme et les idéaux démocratiques. Les fondateurs de Freedom House comptaient que l'organisation s'élèverait au-delà de tout débat politique partisan en s'attachant à promouvoir les normes universellement reconnues des droits de l'homme et de liberté. De fait, Wendell Willkie et Eleanor Roosevelt ont, tous deux, été résolument favorables à la création de l'Organisation des Nations Unies et Mme Roosevelt a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, guide et source d'inspiration de tous les jours pour Freedom House.

Pour que Freedom House puisse mener à bien sa mission, il importe qu'elle ne subisse aucune influence de la part du Gouvernement. L'organisation, qui a souvent déploré les échecs de la démocratie aux États-Unis, s'est montrée virulente envers le sénateur Joseph McCarthy et le phénomène du maccarthysme. Premier chantre de la lutte pour l'égalité des races, Freedom House a travaillé en étroite collaboration avec des organisations telles que l'Association nationale pour le progrès des personnes de couleur ainsi qu'avec des particuliers, dont Bayard Rustin et Roy Wilkins, fers de lance de la lutte pour les droits du citoyen. Sur le plan international, Freedom House a soutenu des défenseurs de la démocratie persécutés par des

dictatures aussi bien de droite que de gauche, au rang desquels figurent Kim Dae Jung, Corazon Aquino, Vaclav Havel, Andrei Sakharov et Aung San Suu Kyi.

En juin 2000, Freedom House a été l'un des parrains du World Forum on Democracy (Forum mondial de la démocratie) qui a rassemblé à Varsovie (Pologne) 300 participants, dont des responsables d'organisations non gouvernementales, des hommes d'État et des universitaires, et où le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, a pris la parole (voir <www.fordemocracy.net>).

De même que d'autres organisations qui se sont donné pour tâche de promouvoir les droits de l'homme et de surveiller le respect de ces droits, Freedom House réproouve les pratiques de certains États. Nos critiques sont exprimées dans notre publication *Freedom in the World Survey (Enquête sur la situation de la liberté dans le monde)*, qui évalue dans quelle mesure les États souverains observent les normes universellement reconnues de droit politique et de libertés civiles. Outre cette enquête, Freedom House publie des rapports sur la situation mondiale en matière de liberté de la presse et de liberté de croyance. Dans toutes nos enquêtes, ce sont les libertés énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme que nous prenons comme référence pour évaluer la situation des droits de l'homme et des droits politiques aux États-Unis et dans d'autres pays. Pour évaluer le degré de liberté dont jouissent les pays, Freedom House utilise rigoureusement les mêmes critères pour tous les pays quelle que soit leur orientation politique, la composition ethnique ou religieuse de leur population ou la région géographique où ils se trouvent.

Programmes de Freedom House

Freedom House parraine un grand nombre de programmes visant à promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et la liberté d'expression partout dans le monde. Le projet « Démocratie pour Cuba » n'est donc pas une initiative spéciale et isolée, mais un programme parmi de nombreux autres ayant pour objet d'étendre la démocratie et de promouvoir des institutions libres. Au nombre de nos projets pour le renforcement de la démocratie figurent notamment les programmes suivants :

- Le Programme des visiteurs stagiaires, qui permet à des jeunes fonctionnaires et à des jeunes journalistes, notamment, d'effectuer des stages au sein d'institutions équivalentes aux États-Unis;
- Le Programme « Bénévoles américains pour le développement international », qui recrute des citoyens des États-Unis qualifiés dans certains domaines pour assurer bénévolement des services de conseil auprès des institutions publiques et des organes de presse de pays passés récemment à la démocratie;
- Le Centre d'échanges Bosnie-États-Unis pour les affaires, qui permet à des hommes d'affaires américains de faire profiter de leur expérience des chefs d'entreprise bosniaques;
- Le Programme de constitution de réseaux régionaux, qui appuie la création de groupes de réflexion en Europe centrale et orientale, et la coopération entre ces groupes d'un pays à l'autre;

- Le Programme sur les naturalisations pour la Lettonie, qui appuie les activités d'information publique et d'éducation du Conseil letton pour les naturalisations;
- Le Programme d'appui aux pouvoirs publics roumains pour la transition, qui permet des échanges d'expérience sur les communications publiques, les relations avec la presse et la gestion des organisations;
- Le Partenariat pour la société civile, qui favorise le développement des organisations non gouvernementales en Serbie;
- Le Partenariat pour la réforme en Ukraine, qui vise à renforcer les institutions responsables de l'action publique en Ukraine et à appuyer le développement des groupes de réflexion dans ce pays;
- Le Projet pour la réintégration de la Serbie et l'appui aux responsables politiques serbes, qui vise à renforcer les relations entre les nouveaux dirigeants démocrates serbes et leurs homologues aux États-Unis, l'accent étant mis en particulier sur le développement des organisations non gouvernementales;
- L'Initiative Pologne-États-Unis-Ukraine pour la coopération, qui s'appuie sur la transition réussie de la Pologne vers la démocratie pour prêter assistance aux nouvelles institutions démocratiques de l'Ukraine;
- Le Programme pour le renforcement des droits de l'homme et l'état de droit en Algérie, qui vise à renforcer l'état de droit et la protection des droits de l'homme dans ce pays en oeuvrant pour améliorer la situation des organisations non gouvernementales et des moyens d'information indépendants;
- Le Programme d'appui aux droits de l'homme pour le Timor oriental, qui appuie les droits de l'homme, la transparence et la justice en proposant sur place des formations dans le domaine des droits de l'homme;
- Le Programme d'appui aux défenseurs des droits de l'homme en Ouzbékistan, qui vise à renforcer les activités des défenseurs des droits de l'homme en organisant des formations dans le pays.

Projet « Démocratie pour Cuba »

Par ailleurs, Freedom House parraine depuis plusieurs années un projet visant à promouvoir l'échange d'informations et les contacts interpersonnels à Cuba. Elle encourage de longue date l'ouverture d'un espace plus démocratique pour les défenseurs des droits de l'homme et des libertés individuelles dans les sociétés qui ne sont pas démocratiques. Nous savons d'expérience que ceux qui ont réussi leur transition vers la démocratie ont un message important à communiquer à ceux qui défendent aujourd'hui la cause d'une plus grande liberté. Notre projet concernant Cuba encourage des experts vivant dans des sociétés qui se sont orientées vers la démocratie à rencontrer leurs homologues à Cuba et à discuter des enseignements tirés d'expériences de transition pacifique et démocratique.

L'un des objectifs fondamentaux de Freedom House est de promouvoir la discussion entre les partisans de la démocratie à Cuba et leurs homologues venant de

sociétés qui sont devenues des démocraties. Dans les 25 dernières années, le monde a connu un vaste mouvement de transformation démocratique qui a touché toutes les régions et toutes les cultures de la planète. Des pays d'Amérique latine autrefois sous régime militaire aux anciens pays communistes d'Europe de l'Est, en passant par des pays asiatiques et africains naguère soumis à différents types de dictature, les exemples sont nombreux de sociétés passées aujourd'hui à la démocratie, au pluralisme et au respect de la primauté du droit.

L'objectif du programme de Freedom House concernant Cuba est de permettre à des personnes qui ont participé à ces transformations de faire part de leur expérience à des citoyens cubains. Ces visiteurs, qui ont une expérience des transitions politiques effectuées sans violence et sans bouleversement majeur, ont des idées importantes sur le processus évolutif qui intervient lorsqu'une dictature cède le pas à un système démocratique. Ils n'encouragent pas le recours à la violence, à des opérations secrètes ou à des manoeuvres directes ou indirectes pour fomenter un soulèvement populaire. Ils vont à Cuba pour avoir des échanges ordinaires de personne à personne avec de simples citoyens cubains.

Le projet « Démocratie pour Cuba » n'est que l'un des nombreux projets qui sont parrainés par Freedom House dans des pays du monde entier. De longue date, Freedom House a encouragé la démocratie et la liberté politique dans des sociétés fermées ou des sociétés où s'opère une transition d'un régime autoritaire à une certaine forme de démocratie, depuis le Chili à la Pologne en passant par l'Afrique du Sud et la Fédération de Russie.

Activités de Freedom House dans des sociétés fermées

Les pays dans lesquels nous parrainons des projets pour la démocratie présentent de grandes différences quant au système politique, au degré d'ouverture et à la conception de la démocratie que l'on y trouve. Ces conceptions différentes et cette plus ou moins grande ouverture jouent un rôle primordial dans la façon dont l'organisation traite avec tel ou tel gouvernement. Dans les pays qui se sont engagés sur la voie du changement démocratique, Freedom House oeuvre dans un esprit d'ouverture et de coopération aux côtés du gouvernement en vue de renforcer la société civile et les nouvelles institutions démocratiques.

Nous menons dans ces pays des programmes d'échanges fréquents qui permettent à des fonctionnaires, à des représentants de la société civile, à des journalistes et à d'autres personnes de se rendre aux États-Unis et de travailler directement avec des Américains exerçant la même profession. En outre, nous recrutons des cadres américains qui acceptent de travailler bénévolement dans des jeunes démocraties et des pays en transition pour mettre leurs compétences particulières au service de l'édification des institutions libres que ces pays s'efforcent de mettre en place. Nous réalisons ces programmes de façon totalement ouverte et transparente; en retour, nous recevons l'approbation et parfois l'appui enthousiaste des gouvernements concernés.

C'est également de façon totalement ouverte et transparente que nous menons nos activités dans des pays qui n'ont pas encore achevé leur transition vers la démocratie. Les gouvernements de ces pays soutiennent parfois les projets que nous parrainons, et parfois manifestent moins d'enthousiasme pour nos activités, mais nous entretenons toujours avec eux des relations ouvertes et franches, et Freedom

House est à même d'accomplir sa mission sans subir les pressions des représentants du gouvernement.

De temps à autre, Freedom House réalise des projets dans des pays à société fermée. Par exemple, à l'époque où les régimes communistes dominaient dans toute l'Europe orientale et l'Asie centrale, Freedom House a aidé des défenseurs de la démocratie en URSS, en Pologne, en Hongrie et dans d'autres pays où toute dissidence politique était considérée comme un crime d'État. Nous avons aussi entretenu des contacts avec des partisans du changement politique en Afrique du Sud. Notre rôle dans ces pays a été d'apporter un appui moral à des personnes qui, bien souvent, se sentaient persécutées et isolées. Un autre de nos projets a consisté à fournir des ouvrages sur la démocratie et les libertés à des particuliers vivant dans des pays à société fermée. Freedom House n'a jamais incité à renverser des gouvernements, et elle n'a créé aucune organisation, ni mené aucune sorte d'activités qui ne seraient pas considérées comme parfaitement ordinaires dans une société ouverte. En outre, les défenseurs de la démocratie avec qui nous travaillons ont toujours été des personnes résolues à oeuvrer pour transformer des systèmes totalitaires ou autoritaires en démocraties. Les activités que nous menons dans des pays à société fermée, aujourd'hui comme hier, sont guidées par notre attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et notamment à ses dispositions visant à garantir des communications ouvertes entre les peuples vivant dans des sociétés et des cultures différentes.

Freedom House préférerait pouvoir mener son projet « Démocratie pour Cuba » dans l'esprit de coopération qui anime ses activités concernant d'autres pays. Nous serions heureux de pouvoir dialoguer avec le Gouvernement et les citoyens cubains. La pierre angulaire de notre programme concernant Cuba est la conviction que le contact et le dialogue entre des citoyens cubains ordinaires et des citoyens favorables à la démocratie d'autres pays peuvent apporter beaucoup à la paix et à l'entente internationales, et accélérer la pleine intégration de Cuba dans la communauté internationale.

Lors de ses interventions au Comité chargé des organisations non gouvernementales et dans des documents de propagande, le Gouvernement cubain a accusé à maintes reprises Freedom House de collaborer avec les services de renseignements des États-Unis dans le dessein de fomenter secrètement une révolution à Cuba. C'est ainsi que la délégation cubaine a remis récemment à la Commission des droits de l'homme, à Genève, une publication intitulée « Freedom House : une organisation gouvernementale au service de la CIA ». Les accusations de collaboration de Freedom House avec des services de renseignements sont entièrement fausses. Le Service central du renseignement (CIA) n'est associé d'aucune manière à quelque aspect que ce soit du projet « Démocratie pour Cuba » mené par Freedom House.

La principale source de financement du projet « Démocratie pour Cuba » est l'Agency for International Development des États-Unis, mais Freedom House est seule responsable du choix des objectifs, de la planification et de l'administration du projet. Le projet relatif à Cuba n'est en rien « secret ». L'annonce officielle en a été faite par le Président Clinton lors d'une réunion de l'organisation en 1995. Le fait que ce projet ait été annoncé publiquement par le Président des États-Unis, et ensuite été débattu dans les médias américains, est une indication évidente qu'il ne

s'agit pas d'une entreprise conspiratoire, occulte, subversive ou d'espionnage comme on l'a prétendu.

Critères

Les participants au projet « Démocratie pour Cuba » sont des spécialistes hautement qualifiés et reconnus de divers domaines. Tous ont en commun une connaissance avisée des processus de changement politique, et sont profondément attachés à l'idéal démocratique, ainsi qu'au principe d'un changement politique pacifique déterminé par la volonté des populations. Leur participation au projet est bénévole et motivée par leur souhait d'apporter une contribution utile à l'avenir de Cuba. Il est à noter que la plupart des participants viennent de pays avec lesquels Cuba entretient des relations diplomatiques normales. Ils ne reçoivent pas non plus d'instructions des services de renseignements des États-Unis, ni d'aucune entité gouvernementale. Ils arrivent en général à Cuba munis des divers éléments d'information qu'ils ont pu obtenir dans leur propre pays, et avec leur propre conception de la réalité cubaine.

Les citoyens cubains auxquels les participants au projet de Freedom House rendent visite peuvent être aisément identifiés grâce à différents sites de l'Internet et aux informations en provenance de Cuba ainsi que par bon nombre d'autres sources. Freedom House n'a jamais cherché à créer aucune organisation ou cellule, et ne tente nullement de recruter ou de former des personnes aux fins d'activités d'opposition. Bien plutôt, son action vise à aider des individus et des organisations locales travaillant déjà à Cuba et dont le Gouvernement cubain connaît l'existence et l'identité. Freedom House ne cherche pas à dicter à ces groupes ce qu'ils doivent faire ni comment.

Les personnes qui participent à des projets de Freedom House, y compris celui concernant Cuba, n'encouragent en aucun cas la violence ou des activités ouvertement ou secrètement dirigées contre l'État, pas plus que le renversement du Gouvernement par des moyens non démocratiques. Il en est de même de celles qui sont choisies pour faire partie de la délégation de Freedom House à la session annuelle de la Commission des droits de l'homme à Genève. Les représentants de Freedom House à Genève sont choisis sur la base de leur adhésion aux principes de la démocratie et du changement par des moyens pacifiques, ainsi que pour leur connaissance directe de la situation actuelle des droits de l'homme à Cuba, et le fait qu'ils sont partisans d'un changement démocratique dans ce pays. À la vérité, en ce qui concerne Cuba, nos activités sont exclusivement axées sur la libre circulation de l'information et sur l'exercice des droits internationalement garantis. Le programme de Freedom House est par essence un programme de dialogue, de discussions et d'échange d'idées. Dans la plupart des sociétés, un tel dialogue entre les individus serait protégé par la Constitution ou par la loi et ne susciterait aucun intérêt de la part des organes de sécurité de l'État. Nous jugeons préoccupant qu'un petit nombre d'États cherchent à criminaliser ces contacts interpersonnels normaux.

Conclusion

En conclusion, le projet « Démocratie pour Cuba » de Freedom House, dans sa conception comme dans sa réalisation, s'inscrit dans l'esprit de la Déclaration

universelle des droits de l'homme. Il vise à promouvoir le dialogue entre des peuples dont les systèmes et la culture sont différents en vue d'atteindre les objectifs de démocratie, de libre circulation de l'information et de transition pacifique. Ses participants sont des individus qui ont prouvé leur attachement à une transition réalisée par des moyens pacifiques en participant à des mouvements démocratiques non violents et couronnés de succès dans leur propre pays, et qui ont notablement contribué à la mise en place de la démocratie, de l'ouverture et de l'état de droit dans le cadre de régimes démocratiques nouveaux. Freedom House aimerait beaucoup que son projet « Démocratie pour Cuba » permette, comme ses projets concernant d'autres pays, des contacts interpersonnels à tous les niveaux et regrette que les politiques du Gouvernement cubain rendent la chose impossible.
